



**GROUPES DE DISCUSSION SUR LES
RÉPERCUSSIONS DES HAUSSES
TARIFAIRES SUR LA SITUATION
DES PERSONNES À FAIBLE REVENU**

RAPPORT D'ANALYSE

CRA  **COGEM**

**Comité consultatif
de lutte contre
la pauvreté
et l'exclusion sociale**

Québec 

**PRÉSENTÉ AU
COMITÉ CONSULTATIF DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ ET
L'EXCLUSION SOCIALE**

**PROJET N° 6361
MARS 2007**

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS	3
2. MÉTHODE.....	4
3. NOTE AU LECTEUR.....	5
4. ANALYSE DES RÉSULTATS	6
4.1. PERCEPTION DES PRINCIPALES HAUSSES TARIFAIRES.....	6
4.2. LOGIQUE DE GESTION BUDGÉTAIRE	7
4.3. PRINCIPAUX POSTES BUDGÉTAIRES : RÉPERCUSSIONS ET PISTES DE SOLUTIONS	8
4.3.1 <i>Le coût du logement</i>	<i>8</i>
4.3.2 <i>L'électricité et le chauffage</i>	<i>10</i>
4.3.3 <i>Les coûts des transports.....</i>	<i>11</i>
4.3.4 <i>Les frais de garde et de scolarité.....</i>	<i>13</i>
4.3.5 <i>L'alimentation</i>	<i>14</i>
4.3.6 <i>Les médicaments</i>	<i>15</i>
4.3.7 <i>Les loisirs.....</i>	<i>15</i>
5. CONCLUSION.....	17
ANNEXE 1	19
ANNEXE 2	29
ANNEXE 3	34

1. Contexte et objectifs

Depuis 2004, les personnes à faible revenu ont vécu différentes hausses tarifaires, telles que celles de l'électricité, des frais de garde et des coûts inhérents au transport. Cette tendance est d'autant plus inquiétante que rien ne laisse croire que ces hausses ralentiront. Par ailleurs, ces différentes hausses sont venues gruger les améliorations du revenu consenties par les mesures gouvernementales.

C'est dans ce contexte que le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'est adjoint les services de CRA-Cogem pour la tenue de groupes de discussion de différentes populations cibles, dont le principal objectif était de mieux comprendre les effets de ces hausses tarifaires sur le vécu des personnes à faible revenu. D'autre part, ces groupes devaient aussi permettre de faire ressortir les pistes de solutions préconisées par les différents groupes cibles pour atténuer les effets de ces hausses.

2. Méthode

La méthode retenue pour cette étude consistait en la tenue de groupes de discussion.

Au total, six groupes de discussion comportant de huit à dix participants ont été tenus; ils étaient répartis de la façon suivante :

Sur le plan géographique :

- trois groupes de discussion à Montréal;
- trois groupes de discussion en Mauricie.

En termes de segment de population :

- un groupe de personnes âgées à faible revenu en Mauricie;
- deux groupes de travailleurs et de travailleuses à faible revenu (un à Montréal et un en Mauricie);
- deux groupes de prestataires de l'aide sociale (un à Montréal et un en Mauricie);
- un groupe de responsables d'une famille monoparentale à faible revenu de la région de Montréal.

Les rencontres de groupes ont eu lieu le 27 février 2007 à Montréal et le lendemain en Mauricie. Une compensation de 50 \$ a été remise à chaque participant et participante en guise d'appréciation pour sa collaboration. Les discussions ont duré environ deux heures.

Le lecteur trouvera à l'annexe 1 le guide de discussion utilisé pour cette recherche, à l'annexe 2, le guide de sélection des participants, et à l'annexe 3, le profil des participants aux groupes.

3. Note au lecteur

L'approche qualitative, bien qu'elle ne permette pas de tirer des conclusions statistiquement valides, fournit néanmoins une information précieuse pour la compréhension d'une problématique.

Cette approche permet de révéler des facteurs qui auraient pu être sous-estimés ou même ignorés sans la tenue de groupes de discussion et l'interaction qui leur est propre.

Les résultats et les conclusions présentés dans ce document sont basés uniquement sur les commentaires des 47 personnes qui ont participé aux six groupes de discussion. Ils doivent être utilisés à titre d'indicateurs et ne pas être projetés à une population non interrogée.

4. Analyse des résultats

4.1. Perception des principales hausses tarifaires

À Montréal, l'augmentation des tarifs d'électricité, des loyers et des transports (transport en commun principalement) sont spontanément les premières citées lorsqu'on parle de hausses tarifaires. Ce sont également souvent celles qu'on juge comme ayant la plus forte incidence sur le budget disponible.

En Mauricie, comparativement à Montréal, ce sont globalement les mêmes éléments qui ressortent; cependant, une différence importante a été observée : dans ce marché, **les augmentations du prix de l'essence**, pour des raisons faciles à comprendre (absence de transport en commun, moindre proximité des services et des infrastructures), sont perçues comme ayant des répercussions beaucoup plus importantes qu'à Montréal : pour plusieurs, il s'agit de l'élément ayant le plus de conséquences sur leur budget.

« Dès que ça augmente, ça nous coûte beaucoup plus cher d'aller travailler chaque jour. »

Sur la base des deux marchés étudiés, et bien que le classement respectif de chacun de ces éléments varie selon les individus, on peut établir le classement moyen suivant des hausses tarifaires, en ordre décroissant d'importance :

1. Les coûts liés au **logement** (le loyer principalement, mais également les taxes municipales pour les propriétaires)
2. **L'électricité et le chauffage**
3. **Les transports** (transports en commun, frais d'essence et autres dépenses reliées à la voiture, notamment les assurances et le renouvellement du permis de conduire)
4. La **nourriture**
5. Les **frais de garde et de scolarité**
6. **Les médicaments** (pour certains uniquement)
7. **Les services de télécommunication** (téléphone, câble, Internet)
8. Les **vêtements**.

Tous ces éléments ont été mentionnés spontanément et associés aux augmentations tarifaires.

Concernant l'importance respective des différentes dépenses et hausses tarifaires, nous tenons à souligner – étant donné que la plupart des études réalisées jusqu'à maintenant insistent sur l'importance des dépenses que représentent le logement, la nourriture et les vêtements, considérés comme des biens essentiels – que cette recherche révèle l'incidence également très importante du **transport** sur la situation des personnes à faible revenu. Cette importance s'explique à la fois par le caractère obligatoire de cette dépense et par le peu de flexibilité que l'on a par rapport à son montant à compter du moment où l'on a une activité professionnelle normale. Alors qu'il est possible, en effet, de couper dans le budget vestimentaire ou alimentaire par exemple, le coût du transport peut difficilement être évité, voire réduit pour les personnes qui utilisent le transport en commun à Montréal ou leur voiture en Mauricie, puisque dans les deux cas, aucune alternative réaliste n'existe.

4.2. Logique de gestion budgétaire

Étant donné la situation financière des personnes qui composent la population visée par cette étude, aucune d'elles n'a le choix de fonctionner sans un budget serré et de le respecter de façon stricte afin « *de s'en sortir* », « *de passer au travers* ».

De fait, le revenu disponible de ces personnes – revenu personnel ou familial, composé de revenus de travail pour certains, d'allocations de chômage ou d'aide sociale pour d'autres, ou d'une combinaison de ces différentes sources — est tout juste suffisant pour couvrir l'ensemble de leurs dépenses et elles n'ont aucune marge de manœuvre face aux hausses tarifaires : ces dernières sont nécessairement synonymes de coupes, de calculs et de réorganisation budgétaire en fonction des priorités à gérer.

Ainsi, si certaines hausses ont une incidence plus importante (leur nature variant selon les individus), il n'y en a aucune qui, plus qu'une autre, oblige à faire des choix et à recalculer son budget : c'est le cas de toutes, mais à des degrés différents, selon les montants en cause. À chaque hausse, une nouvelle « gymnastique » budgétaire s'impose, le revenu disponible n'augmentant pas.

« Dès qu'il y a une augmentation quelque part, il faut réfléchir à ce que l'on va couper. »

« À la moindre augmentation, il faut recalculer les budgets, c'est systématique. »

« À partir de n'importe quelle hausse, il faut refaire les calculs; il faut arriver à s'organiser avec le même revenu, malgré les hausses. »

Ce que l'on observe en fait, c'est à quel point ces personnes doivent continuellement penser à leurs dépenses et aux réaménagements budgétaires qu'elles doivent faire, avec le souci de chacune « qu'à un moment, à force de réaménager, on ne pourra plus couper dans quoi que ce soit ».

« Tu te privés tout le temps. »

« C'est une gymnastique intellectuelle incroyable, tout le temps. »

« On compare les prix de tout, on calcule tout le temps. »

« Dans une année, je ne sais pas combien de fois il faut que tu le refasses ton budget. »

Avant de couper, on essaie, lorsque possible, pour certains types d'augmentations (le loyer par exemple), de trouver des « trucs » afin d'en atténuer les effets. Les tactiques mises en place seront étudiées par la suite, pour chaque principal type de hausse tarifaire.

Les premières dépenses dans lesquelles on coupe sont les « loisirs » payants, bien qu'on sache que la plupart de ces personnes n'en ont déjà plus depuis longtemps; ou coupe ensuite dans les vêtements (on les garde plus longtemps, on court les friperies, on fait des échanges avec des amis, on attend les soldes de fins de saison, etc.), ainsi que dans l'alimentation; la gestion de ce poste budgétaire sera étudiée plus en détail dans une section qui lui est consacrée.

« On va plus souvent au Village des valeurs. »

Les loisirs, les vêtements et l'alimentation sont en effet globalement les postes budgétaires pour lesquels il existe encore, le plus souvent et au moins pour les deux derniers, une certaine marge de manœuvre; également, les services jugés non essentiels sont ensuite compromis (désabonnement ou réduction de services), tels que les services de télécommunications : téléphonie (ne garder, par exemple, qu'un téléphone cellulaire, ou réduire les options téléphoniques), télévision et Internet.

« Sur le reste, on ne peut pas couper, on est obligé de payer les factures. »

Dans les familles avec enfants, une certaine logique budgétaire s'établit également selon les membres du ménage : les adultes ont ainsi tendance à sacrifier leurs loisirs, leur vie sociale et même certaines habitudes alimentaires ou vestimentaires dans le but de pouvoir en donner le maximum à leurs enfants.

« On garde les activités des enfants et nous on se prive. »

« Je coupe dans mes dépenses personnelles pour donner à mes enfants. »

Dans ce contexte, chaque dollar compte, tout est pensé, planifié, calculé. Nous tenons à souligner, en guise d'illustration de ce souci financier continu et de l'obligation d'extrême planification des dépenses, l'importance du cachet donné en guise de remerciement pour les personnes ayant participé à la recherche, et de façon encore plus marquée en Mauricie où cela a été explicitement formulé : chacun savait en effet déjà de façon très précise à quelle dépense ce cachet allait être alloué.

« Avec ce que j'ai gagné ce matin, je vais pouvoir mettre de l'essence dans mon réservoir. »

4.3. Principaux postes budgétaires : répercussions et pistes de solutions

Dans les sous-sections suivantes, nous analysons les principales hausses tarifaires indiquées, leurs répercussions et les différentes stratégies élaborées pour en réduire les effets.

4.3.1 Le coût du logement

Par coût du logement, on entend, selon la situation de chaque individu ou foyer, le loyer, dans le cas des locataires, et le paiement de l'hypothèque et des taxes foncières (municipales, scolaires, etc.) dans celui des propriétaires de leur logement.

Quelle que soit la situation (location ou propriété), les dépenses liées au logement représentent un très lourd fardeau budgétaire, que plusieurs ont de plus en plus de mal à acquitter.

« Je suis propriétaire d'un triplex, les taxes foncières ont augmenté et pour l'instant, je n'ai pas les moyens de les payer tout de suite. »

« Je suis toute seule dans un 4 ½, et c'est dur d'y arriver. »

« Depuis plusieurs mois, je vis dans l'angoisse totale de ne plus pouvoir garder mon logement. »

Plusieurs d'ailleurs habitent dans un HLM, après avoir été obligés de choisir cette option puisqu'ils n'arrivaient plus à payer leur loyer. « Le HLM nous sauve », cependant, et de façon évidente, c'est un choix dont ces personnes se seraient bien passées étant donné les concessions que cela implique en termes de qualité de vie.

« Le HLM nous sauve. »

*« Ce n'est pas par choix car tu peux oublier la qualité de vie;
mais je ne pouvais plus passer au travers. »*

« Tu ne paies pas cher mais tu n'as vraiment pas la paix. »

D'autres ont dû, en raison du coût important des loyers à Montréal, et ce, même dans des quartiers plus pauvres, s'éloigner en région afin de pouvoir accéder à un logement à un coût plus abordable.

*« Même dans Hochelaga-Maisonneuve, je ne trouvais rien en dessous de 600 \$;
ici [NDLR : à Louiseville], j'ai un 4 ½ pour 450 \$. »*

La plupart décident néanmoins de rester dans le logement qu'ils occupent depuis plusieurs années malgré les hausses régulières de loyer et la proportion de plus en plus importante que représente ce poste budgétaire dans l'ensemble de leurs dépenses.

« Je mets tout dans mon loyer. »

« Il y a une pénurie de logements sociaux et pas chers. »

Chaque année cependant, à chaque hausse (de loyer ou de taxes), la même question se pose : « Est-ce que je peux rester ou est-ce que je dois déménager? ». Commencent alors des calculs tenant compte des frais de déménagement et également du fait que ces locataires bénéficient certainement à l'heure actuelle d'un loyer inférieur au prix du marché et qu'un coût encore moindre signifie un appartement plus petit ou en moins bon état, étant donné les augmentations importantes des dernières années.

« Vu les frais de déménagement, je préfère rester chez moi mais couper dans certaines choses. »

« Pour avoir la même chose qu'actuellement, ça coûte 200 \$ de plus. »

Pour ces personnes qui décident de rester dans leur logement après avoir fait leurs calculs, et malgré le coût que cela suppose, il est alors nécessaire de s'organiser et de trouver des solutions pour tenter de réduire les hausses qu'on leur impose; les uns ou les autres ont trouvé différents trucs :

- ▶ Plusieurs, tout d'abord, et surtout à Montréal, disent contester le montant lorsqu'ils ne le jugent pas justifié; un jeu de négociation commence alors entre le propriétaire et le locataire, et souvent « ça marche ». En revanche, cela demande d'oser négocier et de se défendre.

- ▶ Certains également essaient d'établir un arrangement avec le propriétaire en accomplissant eux-mêmes des travaux pour le logement ou l'immeuble (plomberie, entretien de la pelouse, etc.) en contrepartie desquels celui-ci accepte souvent de ne pas augmenter le loyer ou de le faire moindrement. Pour plusieurs, cette entente représente une véritable solution, « sinon ils n'y arrivent pas ».
- ▶ D'autres, sachant qu'ils vont devoir faire face à l'augmentation de loyer, en profitent au moins pour mettre au passage un peu de pression sur leur propriétaire par rapport à des réparations qu'il tarde à effectuer.

« Tu parles avec ton proprio en lui disant que tu prends l'augmentation s'il fait les travaux, autrement tu ne la prends pas. »

En effet, plusieurs se disent globalement insatisfaits de leur propriétaire, notamment par rapport aux délais dans lesquels quelques-uns de ces derniers accomplissent certains travaux.

« La propriétaire aimerait bien que je parte, elle ne fait plus aucune réparation, et ça devient un vrai délabrement. »

« J'ai un trou dans le plafond, ça fait un an et demi que j'attends qu'on me le répare. »

Pour la grande majorité, la colocation est une option que l'on ne souhaite pas envisager, quelles que soient les difficultés financières auxquelles on fait face : on estime que le quotidien nécessite un minimum de qualité de vie et que la colocation va à l'encontre de ce minimum. « On aime autant couper ailleurs; plutôt qu'une colocation qui soit ou non théoriquement possible selon la taille de l'appartement ».

4.3.2 L'électricité et le chauffage

Pour plusieurs, la facture d'Hydro-Québec constitue la dépense qui a le plus d'incidences sur leur budget. On déplore les hausses fréquentes et progressives du prix de l'électricité; on aimerait mieux « qu'ils fassent une vraie augmentation ».

Tout d'abord, la grande majorité profite du système de plan budgétaire mis en place par Hydro-Québec, qui permet de mensualiser en montants égaux la facture annuelle d'électricité, laquelle est ensuite revue à la hausse ou à la baisse selon la consommation réelle. Il s'agit, selon tous, d'un système utile permettant de beaucoup mieux planifier son budget mensuel, en évitant les mauvaises surprises des montants élevés des mois d'hiver.

« J'ai pris le plan budgétaire, sinon je n'y arriverais pas. »

« Si on n'avait pas les paiements mensualisés on serait pris à la gorge. »

Malheureusement, ce système de mensualisation, s'il représente une solution pour plusieurs, n'est malheureusement pas accessible à tous, certaines conditions étant requises (principalement le fait de ne jamais avoir eu de retard dans les paiements ou de factures temporairement impayées). Pour les personnes qui ne peuvent pas en bénéficier, les mois d'hiver sont « des mois de gros stress ».

En ce qui a trait au contrôle de la consommation d'électricité, de chauffage et d'eau chaude, tous consomment différemment, de façon plus réfléchie, et les différentes habitudes et « trucs » utilisés sont les suivants :

- ▶ Laisser le moins possible les lumières allumées lorsque ce n'est pas nécessaire et utiliser des veilleuses ou des ampoules fluorescentes compactes, qui durent plus longtemps et consomment moins d'énergie.
- ▶ Garder le chauffage à une température basse et constante, en s'habillant davantage le soir et la nuit, afin de limiter la consommation et d'éviter les variations importantes, fortes consommatrices d'énergie.

« La nuit, je laisse le chauffage à 18, quitte à me mettre une couverture de plus. »

« On habille les enfants plus chaudement. »

- ▶ Utiliser le moins possible les appareils qui consomment beaucoup d'énergie : optimisation de l'utilisation de la laveuse (grosses brassées), utilisation moindre de la sècheuse (on fait sécher le linge naturellement à l'air), rationalisation de l'utilisation du four (en cuisinant plusieurs plats et de grosses quantités à la fois). Soulignons, en ce qui a trait à ce dernier élément, que plusieurs personnes ont dit réduire le chauffage pendant l'utilisation du four, lui-même source de chaleur.
- ▶ Utiliser le plus possible les appareils électriques en dehors des heures de pointe.
- ▶ Mieux isoler son logement en mettant du plastique autour des fenêtres et du tapis sous les portes.
- ▶ Réduire le plus possible la consommation d'eau chaude (lavage à l'eau froide, douches rapides au lieu de bains, quantité minimale d'eau dans le bain des enfants, etc.).

« Je prends une douche aux deux jours et je me lave à la main entre les deux. »

4.3.3 Les coûts des transports

Comme le loyer et l'électricité, le coût des transports fait partie des dépenses qu'il est difficile d'éviter. En revanche, des choix peuvent être faits quant aux moyens utilisés.

« On ne peut pas vraiment éviter le coût des transports; si on veut bouger, on n'a pas le choix de les assumer. »

« Si t'as pas d'argent pour acheter ta passe, tu peux difficilement aller te chercher une job, à moins que tu restes dans le quadrilatère autour de chez toi. »

Tous aimeraient, idéalement, travailler près de chez eux, afin de ne pas avoir à payer leurs déplacements. Cependant, étant donné les faibles probabilités que cela puisse se faire, il n'est pas question pour quiconque de restreindre ses recherches sur la base de ce critère.

« On aimerait tous travailler à côté de chez nous... mais on n'a pas le choix de travailler, alors il faut chercher partout. »

En ce qui a trait au transport, on pointe principalement du doigt, à Montréal, les augmentations régulières de tarifs des différents titres de la Société de transport de Montréal (STM). Spécifiquement, les parents ayant des enfants à charge insistent sur la somme considérable que représentent les frais de transport en commun quand il s'agit de payer plusieurs cartes d'accès mensuelles, ou plusieurs titres de transport pour les membres de la famille.

En Mauricie, de façon logique, on réfère principalement aux augmentations du prix de l'essence, la voiture étant le moyen de transport presque indispensable, en l'absence de transport en commun. Dans cette région, tout déplacement coûte souvent cher, puisqu'un certain nombre de kilomètres séparent les villes et que toutes les infrastructures ne sont pas forcément à proximité du lieu d'habitation de tous.

« Juste aller voir mon médecin à Maskinongé c'est problématique. »

« Ça coûte 5 \$ d'aller prendre un café de Yamachiche à Louiseville avec l'auto; si tu vas à Trois-Rivières, c'est 10 \$. »

Pour tenter de réduire l'effet de ces hausses, on cherche logiquement à restreindre l'utilisation des moyens de transport, qu'il s'agisse des transports en commun ou de la voiture :

- ▶ Le plus possible, surtout en dehors de la saison hivernale, on fait les trajets requis à pied ou en vélo;
- ▶ Le covoiturage est également une option parfois possible : on s'arrange alors pour aller à l'endroit voulu avec une personne disposant d'une voiture, quitte à le faire à un moment différent de celui qui était initialement prévu.

« Je demande à droite à gauche si quelqu'un peut m'accompagner. »

« Quand c'est possible, on s'organise avec les collègues de travail. »

En ce qui a trait au transport en commun :

- ▶ Plusieurs essaient de s'organiser pour n'utiliser qu'un seul ticket par trajet.

« Je me dépêche de faire toute mon épicerie et je change de numéro de bus pour le retour. »

- ▶ Dans certains foyers, on organise les horaires pour se partager une carte mensuelle.

« On prend la CAM mensuelle, mais on essaie de la rentabiliser à deux. »

- ▶ Ceux qui fonctionnent avec des tickets s'arrangent pour concentrer le plus possible leur magasinage et pour faire plusieurs choses durant le même déplacement.
- ▶ Également, quelques-uns disent frauder de temps en temps, ou l'avoir fait dans le passé, quand ils ne pouvaient pas payer un titre de transport en commun.

« Ce n'est pas parce que je suis cheap, c'est parce que je n'ai pas 65 \$ à mettre dans une passe d'autobus. »

Quel que soit le coût du transport en commun et ses répercussions sur le budget, on admet cependant qu'il reste toujours moins important que celui d'une voiture.

En ce qui a trait à l'utilisation de la voiture :

- ▶ Là encore, on cherche à réduire le plus possible les déplacements et à les organiser et les concentrer le plus possible afin de les maximiser et les rentabiliser.

« Tu limites tes sorties, tu gardes ton gaz pour le principal. »

« On fait toute notre liste en même temps; tu pars trois heures et tu fais tout. »

« On la prend moins la semaine, on la réserve pour le week-end. »

- ▶ Lorsque le prix de l'essence est plus bas, certains ont tendance à remplir leur réservoir, ou même à stocker de l'essence dans des contenants.

« Quand le prix n'est pas trop élevé, on remplit le réservoir même si on n'en a pas besoin. »

- ▶ Certains, afin de contrôler leurs dépenses, établissent un budget d'essence hebdomadaire et se refusent tout dépassement : *« Quand y'en a plus, y'en a plus »*.

- ▶ Pour les longues distances, plusieurs utilisent des services tels que Allo Stop ou Communauto, jugés pratiques.

- ▶ Finalement, on essaie de faire le plus possible l'entretien de la voiture soi-même.

Parmi les autres coûts liés à la voiture, plusieurs parlent des montants trop élevés du renouvellement du permis de conduire et des primes d'assurance automobile qui ne laissent aucune marge de manœuvre, à moins de se départir de sa voiture.

4.3.4. Les frais de garde et de scolarité

On estime que les frais de garde et de scolarité ont des répercussions importantes sur le budget.

Le terme frais de scolarité regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'école, à savoir les frais d'enseignement en tant que tels, auxquels s'ajoutent les coûts du matériel et des fournitures scolaires, du service de garde, des activités organisées et obligatoires, parfois les uniformes, etc. Le tout cumulé, on estime que *« cela coûte très cher »* et, là encore, il est parfois difficile d'assumer cette charge.

« Je prends des arrangements avec l'école, je suis en retard sur mes paiements. »

En ce qui a trait aux garderies et aux services de garde en milieu scolaire, plusieurs regrettent le manque de flexibilité du système en matière de tarification. Cet élément est ressorti de façon assez marquée chez les parents travaillant à temps partiel qui pourraient régulièrement s'occuper de leurs enfants certains jours, mais qui doivent, lorsque ceux-ci sont inscrits au service de garde, payer pour toutes les journées de la semaine, quelle que soit leur présence.

« Même si tu y vas trois jours, si tu n'en paies pas cinq, on peut te mettre à la porte. »

Étant donné le prix des services de garde en milieu scolaire, on souhaiterait pouvoir payer selon l'utilisation.

« On ne devrait pas avoir à payer pour les jours où on n'y va pas. »

Au cours des vacances scolaires, et plus spécifiquement durant les longues vacances d'été, on juge les coûts là encore très importants, et souvent problématiques : les camps d'été coûtent très cher, faire garder ses enfants également.

4.3.5. L'alimentation

Tel que dit plus tôt, l'alimentation fait partie des premiers postes budgétaires dans lequel on coupe afin de compenser les hausses tarifaires.

Afin de réduire les dépenses d'alimentation :

- On fait des choix de nourriture différents, en consommant moins de viande, de fruits et de légumes, de fromages et de tous les produits jugés plus chers.

« Au lieu de manger une affaire que j'aime bien, je me prive. »

« Souvent, on se pose la question : Est-ce que j'ai vraiment besoin de ça, est-ce que je peux toffer une semaine de plus pour attendre un spécial? »

« Tu fais l'épicerie avec une calculatrice. »

- Là encore, dans les familles avec enfants, on observe un comportement selon lequel les parents se privent de certaines choses pour maintenir les habitudes alimentaires de leurs enfants.

« Moi, ça m'est arrivé de sauter des repas, mais pas les enfants. »

- Bien sûr, on cherche à profiter le plus possible des soldes en étudiant minutieusement les différentes circulaires et en préparant une liste d'épicerie conçue en fonction des rabais de divers commerces. Plusieurs ont alors l'habitude de stocker des produits en solde, lorsqu'ils ont suffisamment d'argent pour les payer, afin de vivre ensuite sur ces réserves.

« Faut que tu cours les spéciaux, sinon c'est impossible. »

« J'achète ce qui est en spécial et je le stocke. »

« Quand la pizza est à 4 \$ au lieu de 8 \$, on en achète trois ou quatre et on est bon pour le mois. »

- Finalement, plusieurs disent aller à l'occasion dans des banques alimentaires, quand ils ne peuvent plus rien se permettre, malgré les conséquences possibles sur l'estime de soi.

« Tu piles sur ton orgueil et tu y vas. »

4.3.6. Les médicaments

Si cette dépense ne concerne pas tout le monde, elle a des incidences majeures sur la situation de certains, puisqu'elle concerne la plupart du temps des médicaments non remboursés et parce que la plupart de ces personnes n'ont pas d'assurances pour les couvrir.

De façon logique, les coûts qui ont le plus de répercussions sont ceux des médicaments spécifiques et spécialisés, dont seule une petite partie peut être retirée du montant d'impôt à déclarer en guise de compensation. Puisqu'il s'agit d'une dépense inévitable, on en fait une priorité et l'on coupe, là encore, dans les dépenses de vêtements ou de nourriture pour y faire face.

« Je dois payer 160 \$ par mois pour ma fille, alors je coupe dans les vêtements du plus jeune, qui sait que sa sœur est malade. »

Certains avouent, cependant, que lorsqu'ils n'ont pas l'argent requis et qu'aucune gymnastique budgétaire n'est plus possible, ils optent pour d'autres solutions qui, de toute évidence, n'en sont pas : ils repoussent tout simplement l'achat des médicaments, en attendant de disposer du montant voulu, avec les conséquences évidentes que cette décision peut avoir pour la santé des personnes concernées.

« Y'a bien des personnes qui ne les prennent pas et qui se retrouvent à l'hôpital. »

« Pour les médicaments, on repousse un peu la dépense parfois, et pour les médicaments usuels, on essaie de s'en passer. »

4.3.7. Les loisirs

La grande majorité choisit depuis déjà longtemps des activités de loisirs gratuites, que ce soit pour les adultes ou les enfants. La plupart estiment en effet que le choix est suffisamment large pour être satisfaisant (marche, vélo, soccer, pique-nique, jeux de société à la maison, etc.).

« Il y a tellement de loisirs gratuits qu'il n'y a pas besoin de payer. »

« On fait les activités les moins chères possibles, on profite de loisirs gratuits, et les enfants arrivent à vivre avec ça. »

Loisir payant est synonyme de « luxe », et ce n'est pas quelque chose que l'on peut se permettre, ou alors, seulement de façon très occasionnelle. On parle alors d'activités telles que le cinéma, les quilles, etc.

« Les loisirs, les sorties, c'est un luxe, ça ne fait même pas partie de notre pensée. »

Certains continuent cependant de faire évoluer leurs enfants dans des structures plus encadrées, comme des clubs, etc., et ne souhaitent pas couper dans ce qui constitue, selon eux,

un élément d'épanouissement et de fierté de l'enfant, et ce, quitte à continuer de faire des sacrifices.

« C'est ce que mon enfant aime le plus, je ne couperai pas là-dessus. »

5. Conclusion

Cette recherche révèle les répercussions extrêmement importantes des hausses tarifaires sur les personnes à faibles revenus. Globalement, ces personnes se retrouvent à vivre dans le besoin, et dans des conditions financières très difficiles à gérer quotidiennement, ayant un effet sur l'humeur, l'équilibre mental, le niveau de stress et, par conséquent, sur la vie sociale et les relations familiales. En fait, l'observation essentielle qu'on peut faire est le manque de flexibilité et de marge de manœuvre de ces personnes face à une logique budgétaire implacable consistant à devoir payer toujours plus avec un revenu disponible qui reste stable ou n'augmente pas. Aucune dépense ne semble superflue, il n'y a plus de place pour les loisirs et les plaisirs, et la croyance selon laquelle ces personnes pourraient sans doute mieux s'en sortir si elles géraient leur budget plus habilement est assez contestable sur la base des résultats de cette étude.

« Avec ce qu'ils nous donnent pour vivre, on n'en a pas assez. »

« Je ne mange pas, je ne m'habille pas, je paie mon loyer et je ne sors pas de chez moi. »

« La vie familiale en mange un coup. »

« Ça n'arrange pas les relations quand t'as pas 20 \$ à donner à ta fille pour qu'elle puisse aller manger avec sa chum. »

Alors qu'il aurait été possible de s'attendre logiquement à des différences quant aux incidences des hausses tarifaires entre les sous-populations étudiées, et donc en fonction de l'âge et de la situation familiale ou professionnelle, cette recherche permet de conclure qu'aucun écart notable n'a au contraire été observé d'un groupe à l'autre, et que les préoccupations, la logique budgétaire et la situation globale de ces personnes sont tout à fait comparables.

On observe par ailleurs une certaine résignation face à une société dont on juge les inégalités croissantes, avec des écarts de plus en plus importants entre les riches et les pauvres, et face à un sentiment d'abandon de la part des dirigeants politiques « qui ne font rien pour nous ». On se sent « laissés pour compte », et on croit que la situation n'ira qu'en empirant : Difficile donc d'être positifs pour les années à venir, puisque tous se sentent condamnés dans l'avenir à devoir continuer de se battre et de se priver.

« C'est difficile de penser au futur quand on n'a pas de présent. »

« On vit au jour le jour. »

« L'avenir est bouché, tu peux pas t'en sortir. »

Bien sûr, on formule des besoins d'aide importants, malgré une certaine désillusion : on est bien conscient que des aides hypothétiques n'auraient probablement pour effet que de compenser des hausses à venir : on a en effet le sentiment que « ce qu'on te donne, on te l'enlève de l'autre bord », et donc, « que t'en as jamais plus. »

Chez plusieurs, cette situation de pauvreté et d'absence d'aide a tendance à encourager le travail au noir ou encore, le recours à l'aide sociale. Pour s'en sortir, il est en effet parfois nécessaire d'emprunter des voies illégales, et plusieurs jugent également que le système actuel fait en sorte qu'il est plus avantageux de recevoir de l'aide sociale que le revenu minimum, en considérant tout ce qu'il y a à payer quand on travaille (transport, frais de garde, etc.).

« On n'a pas le choix parfois de faire des passes en dessous pour arriver à survivre. »

« Si t'es au salaire minimum, tu t'en sors pas; on a plus intérêt à être sur l'aide sociale. »

« Quand on est déclaré, il faut vraiment avoir un gros salaire pour s'en sortir. »

ANNEXE 1
QUESTIONNAIRE DE SÉLECTION

COMITÉ CONSULTATIF DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE**Questionnaire de recrutement**

- Le texte en caractères MAJUSCULES n'est pas lu aux répondants.
- Les instructions aux interviewers, les sauts logiques et les titres de sections sont en caractères **MAJUSCULES GRAS** et ne sont pas lus aux répondants.

Bonjour, mon nom est _____ de CRA-Cogem, puis-je parler à _____.

NOM QUI EST SUR LA LISTE

Disponible	1	PASSER À L'INTRODUCTION
Non disponible	2	PRENDRE UN RENDEZ-VOUS

INTRODUCTION

Bonjour, mon nom est _____ de CRA-Cogem, une entreprise indépendante d'études de marché.

Nous organisons présentement un groupe de discussion rémunéré auprès des gens de votre quartier.

La rencontre durera 2 heures et vous serez rémunéré 50\$ pour votre participation.

Nous voulons simplement avoir votre avis sur l'impact des hausses de tarif, tel que le prix des logements, l'électricité, le transport en commun, dans votre vie quotidienne.

Nous vous assurons que vos propos seront traités confidentiellement. Les résultats de l'étude se traduiront par des données d'ordre général de sorte que votre nom ne sera jamais nommément identifié.

J'ai donc quelques questions à vous poser afin de m'assurer que vous correspondez au profil recherché.

Q1. Pour commencer, auquel des groupes d'âges suivants appartenez-vous?

18 à 24 ans	1
21 à 24 ans	2
25 à 34 ans	3
35 à 44 ans	4
45 à 54 ans	5
55 à 64 ans	6
65 ans et plus	7
REFUS / NSP	9

Q2. Combien de personnes en vous incluant, y a-t-il dans votre ménage, c'est-à-dire demeurent à la même adresse que vous et n'ont pas d'autres lieux habituels de résidence ?

- 1 personne 1
- 2 personnes 2
- 3 personnes 3
- 4 personnes 4

- 5 personnes 5
- 6 personnes 6
- 7 personnes et plus 7
- REFUS 9

Q3a. Ainsi, votre ménage est composé de _____ (réponse à Q2) personnes, en vous incluant. Et parmi elles, combien y a-t-il de ... **(NOTER LE NOMBRE) ARRÊTER QUAND NOMBRE EN Q2 ATTEINT**

LIRE

- a) Garçons de moins de 12 ans _____
- b) Filles de moins de 12 ans _____
- c) Garçons de 13 à 18 ans _____
- d) Filles de 13-18 ans _____
- e) Hommes adultes _____
- f) Femmes adultes _____

Q4. En 2006, quel a été le revenu total avant impôt de l'ensemble des personnes composant votre ménage ? Était-il de ... (POSER LA QUESTION EN FONCTION DU NOMBRE DONNÉ EN Q2 ET EN FONCTION DE LA VILLE)

SI $Q3e + Q3f \geq 2$, PRÉCISER : le revenu total avant impôt de votre ménage ne doit pas inclure le revenu de personnes adultes vivant avec vous mais n'ayant pas de lien matrimonial avec vous, tel un colocataire

Nombre de personnes dans le ménage	REVENU ANNUEL TOTAL AVANT IMPÔT DU MÉNAGE	
	a. MONTRÉAL	b. LOUISVILLE
1 pers.	Plus ou moins 21 000 \$?	Plus ou moins 16 500 \$?
2 pers.	Plus ou moins 26 000 \$?	Plus ou moins 20 500 \$?
3 pers.	Plus ou moins 32 500 \$?	Plus ou moins 25 400 \$?
4 pers.	Plus ou moins 39 300 \$?	Plus ou moins 30 800 \$?
5 pers.	Plus ou moins 44 600 \$?	Plus ou moins 35 000 \$?
6 pers.	Plus ou moins 50 400 \$?	Plus ou moins 39 500 \$?
7 pers. et +	Plus ou moins 56 100 \$?	Plus ou moins 43 900 \$?

TOUS DOIVENT SE SITUER EN DESSOUS DU MONTANT DONNÉ, SINON TERMINER

POSER Q5 ET Q6 SI Q1 = 7

Q5. Recevez-vous un montant de Supplément de revenu garanti en plus de votre chèque de pension de vieillesse ?

- Oui** 1
- Non** 2 PASSER À Q7

Q6. Vivez-vous dans votre propre logement ?

- Oui** 1 RECRUTER 10 POUR LE GROUPE 1
- Non** 2 TERMINER

Q7. Êtes-vous présentement ... LIRE

Travailleur à temps plein	1
Travailleur à temps partiel	2
À la maison	3
Étudiant	4
À la recherche d'un emploi	5
REFUS / NSP	9

Q8. En considérant votre revenu total au cours des 6 derniers mois, quelle proportion représentent vos revenus de travail ?

_____ %

SI MONTANT SUPÉRIEUR À 50%, RECRUTER 10 DANS LE GROUPE 2 ET RECRUTER 10 DANS LE GROUPE 5

POSER Q9 SI MONTANT INFÉRIEUR À 50%

Q9. Depuis les 3 derniers mois, votre revenu est-il composé, en tout ou partie, de prestations d'aide sociale ?

Oui	1	RECRUTER 10 POUR LE GROUPE 3 ET RECRUTER 10 POUR LE GROUPE 6
Non	2	

POSER Q10 SI (Q3e OU Q3f = 1) ET (Q3a + Q3b + Q3c + Q3d = 1 et plus)

Q10. Êtes-vous le seul adulte à charge des enfants de moins de 18 ans qui composent votre foyer ?

Oui	1	RECRUTER 10 DANS LE GROUPE 4
Non	2	
NSP / refus	9	

Q14. INSCRIRE LE SEXE

Homme	1
Femme	2

POUR LES GROUPES 2, 3, 5 ET 6, BONNE DIVERSITÉ D'ÂGE (18 À 65 ANS) ET DE SEXE

LOUISEVILLE GROUPE 1 : PERSONNES ÂGÉES À FAIBLE REVENU

GROUPE 2 : TRAVAILLEURS À FAIBLE REVENU

GROUPE 3 : PRESTATAIRES DE L'AIDE SOCIALE

MONTRÉAL GROUPE 4 : FAMILLES MONORENTALES À FAIBLE REVENU

GROUPE 5 : TRAVAILLEURS À FAIBLE REVENU

GROUPE 6 : PRESTATAIRES DE L'AIDE SOCIALE

INVITATION

La prochaine rencontre aura lieu à LOUISEVILLE le mercredi 28 février

groupe 1 à 10 h

groupe 2 à 13 h

groupe 3 à 16 h

au restaurant Porte de la Mauricie, 4, rue Sainte-Anne, Yamachiche

La prochaine rencontre aura lieu à MONTRÉAL le mardi 27 février 2007

groupe 4 à 10 h

groupe 5 à 13 h

groupe 6 à 16 h

à nos bureaux situés au 1155 boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2420.

Êtes-vous disponible pour participer à cette rencontre?

Oui 1

Non 2 REMERCIER ET TERMINER

Puis-je avoir vos coordonnées s'il vous plaît?

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. maison : _____

Tél. bureau : _____

Courriel : _____

Nous vous contacterons la veille de la rencontre pour confirmer votre présence.

Si vous portez des lunettes pour lire, veuillez les apporter.

Merci et passez une belle soirée.

ANNEXE 2
GUIDE DE DISCUSSION

GUIDE DE DISCUSSION

COMITÉ CONSULTATIF DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

Incidences des hausses tarifaires sur les personnes à faible revenu

1. INTRODUCTION

- Présentation de l'animateur
- Règles de discussion :
 - importance de donner son opinion personnelle
 - importance de réagir aux opinions des autres
 - pas de mauvaises réponses
 - enregistrement vidéo et audio pour analyse
 - caméra et miroir sans tain pour observateurs
 - confidentialité
 - durée de la rencontre (2 h).
- Sujet :
 - Incidences des hausses tarifaires sur les conditions de vie des personnes à faible revenu et réflexion sur les solutions et les moyens pouvant être mis en place pour réduire les effets de ces hausses.
- Présentation des participants :
 - prénom
 - emploi occupé (s'il y a lieu)
 - durée d'inactivité (pour les personnes en recherche d'emploi)
 - sources de revenu autre que le travail
 - nombre de personnes dans le foyer, incluant les enfants de moins de 18 ans
 - lieu d'habitation

Hausses tarifaires : exercice de carte associative (réchauffement) (10 minutes)

Pour lancer la discussion et réchauffer les participants, nous commencerons par un exercice collectif de carte associative qui nous permettra de voir quelles sont les premiers mots et premières associations que font les répondants avec le sujet principal de la recherche. L'animateur inscrira sur un tableau les mots « hausses tarifaires – augmentation de tarif », et posera ensuite les questions suivantes aux participants :

- Lorsque vous voyez les mots « hausses tarifaires et augmentation de tarif », quels sont les premiers mots auxquels vous pensez, quelles sont toutes les associations spontanées, rationnelles ou émotionnelles, qui vous viennent à l'esprit?

Selon les réponses obtenues, l'animateur stimulera les participants avec les questions suivantes :

- Quelles sont les hausses tarifaires qui ont été, selon vous, les plus importantes au cours des dernières années ou des derniers mois?
- Quelles sont celles qui vous ont le plus touchés, c'est-à-dire qui vous ont poussés à faire des changements concrets dans certaines de vos habitudes?
- Comment ces différentes hausses vous font-elles sentir? Qu'est-ce que cela a changé dans vos conditions de vie (de façon très générale)?

La discussion se structurera alors autour des grandes catégories de hausses tarifaires, que nous passerons en revue.

Hausses tarifaires relatives à l'électricité

- Quels sont les effets des hausses des tarifs de l'électricité?
- Ces changements ont-ils une influence sur votre quotidien? De quelle façon? Quelles sont les conséquences sur vos conditions de vie, sur votre quotidien? Est-ce différent selon la période de l'année? Qui est le plus touché par ces changements?
- Dans quelle mesure ces effets vous ont-ils poussés à changer certaines de vos habitudes? Qu'est-ce que cela a changé concrètement?
- Ces hausses vous obligent-elles à faire des choix ou des concessions, et si oui lesquels? Comment faites-vous pour vous adapter, pour compenser ces hausses? (Explorer : diminution de la consommation, mise en place de choix moins coûteux, etc.)
- Avez-vous trouvé des solutions ou des moyens pour réduire les effets des hausses tarifaires d'électricité? Lesquels privilégiez-vous?
- Envisagez-vous certains autres changements dans l'avenir?

Hausses tarifaires relatives aux frais de garde

- Quels sont les effets des hausses des frais de garde?
- De quelle façon ces changements influencent-ils votre quotidien? Quelles sont les conséquences sur vos conditions de vie? Qui est le plus touché par ces changements?
- Dans quelle mesure ces effets vous ont-ils poussés à changer certaines de vos habitudes? Qu'est-ce que cela a changé concrètement?
- Pour les travailleuses et travailleurs à faible revenu : Ces hausses des frais de garde vous amènent-elles à remettre votre emploi en question? Si oui, pourquoi? Qu'envisagez-vous?
- Pour les personnes au chômage : Ces coûts supplémentaires influencent-ils votre capacité à mener à bien certaines démarches de recherche d'emploi?
- Ces hausses vous obligent-elles à faire des choix ou des concessions, et si oui lesquels? Comment faites-vous pour vous adapter, pour compenser ces hausses?
- Avez-vous trouvé des solutions ou des moyens pour réduire les effets de ces hausses tarifaires? Lesquels privilégiez-vous?
- Envisagez-vous certains autres changements dans l'avenir?

Hausses tarifaires relatives à l'immobilier et aux loyers

- Quels sont les effets des hausses de loyers?
- De quelle façon ces changements influencent-ils votre quotidien? Quelles sont les conséquences sur vos conditions de vie? Qui est le plus touché par ces changements?
- Dans quelle mesure ces effets vous ont-ils poussés à changer certaines de vos habitudes? Qu'est-ce que cela a changé concrètement? (Explorer : colocation, changement de logement, etc.)
- Ces hausses vous obligent-elles à faire des choix ou des concessions, et si oui lesquels? Comment faites-vous pour vous adapter, pour compenser ces hausses?
- Avez-vous trouvé des solutions ou des moyens pour réduire les effets de ces hausses tarifaires? Lesquels privilégiez-vous?
- Envisagez-vous certains autres changements dans l'avenir?

Hausses tarifaires relatives aux transports

- Quels sont les effets des hausses des tarifs des transports? Quelles hausses vous ont le plus touchés?
- De quelle façon ces changements influencent-ils votre quotidien? Quelles sont les conséquences sur vos conditions de vie? Est-ce différent selon les saisons?
- Dans quelle mesure ces effets vous ont-ils poussés à changer certaines de vos habitudes de transport? Qu'est-ce que cela a changé concrètement? (Explorer si nécessaire : covoiturage, utilisation d'autres modes de transport, etc.)
- Pour les travailleuses et travailleurs à faible revenu : Ces hausses des tarifs des transport vous amènent-elles à remettre votre emploi en question? Si oui, pourquoi? Qu'envisagez-vous?
- Pour les personnes au chômage : Ces coûts supplémentaires influencent-ils votre capacité à mener à bien certaines démarches de recherche d'emploi?
- Ces hausses vous obligent-elles à faire des choix ou des concessions, et si oui lesquels? Comment faites-vous pour vous adapter, pour compenser ces hausses?
- Avez-vous trouvé des solutions ou des moyens pour réduire les effets de ces hausses tarifaires? Lesquels privilégiez-vous?
- Envisagez-vous certains autres changements dans l'avenir?

En guise de conclusion :

- Y a-t-il certaines hausses tarifaires dont nous n'avons pas parlé qui influencent votre quotidien et ont un effet sur vos conditions de vie? Quelles sont les solutions et autres possibilités auxquelles vous avez pensé pour réduire les effets de ces hausses?

ANNEXE 3
PROFIL DES RÉPONDANTS

PROFIL DES RÉPONDANTS		Total n = 47
Région		
Louiseville		27
Montréal		20
Sexe		
Hommes		18
Femmes		21
Âge		
18 à 24 ans		3
25 à 34 ans		6
35 à 44 ans		13
45 à 54 ans		6
55 à 64 ans		9
65 ans ou plus		10
Situation professionnelle		
Travailleurs à temps partiel		11
Travailleurs à temps plein		8
À la recherche d'un emploi		16
Retraités		12